



UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE

ÉCOLE DOCTORALE IV

Laboratoire de recherche SIRICE

THÈSE

pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE

Discipline : Etudes germaniques

Présentée et soutenue par :

Agathe BERNIER-MONOD

le : 21 novembre 2017

**Les anciens de Weimar à Bonn.
Itinéraires de 34 doyens et doyennes de la seconde démocratie
parlementaire allemande**

Sous la direction de :

Mme Hélène MIARD-DELACROIX – Professeur, Université Paris-Sorbonne

Membres du jury :

Mme Valérie CARRÉ – Professeur, Université Paris-Sorbonne

M. Patrick FARGES – Professeur, Université Paris-VII Diderot

M. Johannes GROßMANN – Professeur, Université de Tübingen

Mme Hélène MIARD-DELACROIX – Professeur, Université Paris-Sorbonne

M. Friedrich TAUBERT – Professeur, Université de Bourgogne

Mme Marie-Bénédicte VINCENT – Maître de conférences HDR, École Normale Supérieure

La continuité entre la République de Weimar et la République fédérale constitue une question classique de l'historiographie du XX^{ème} siècle allemand. Plusieurs ouvrages, dont le célèbre *Bonn ist nicht Weimar* (Bonn n'est pas Weimar) du journaliste Fritz René Allemann, ont décrit les efforts de la jeune République fédérale pour se distinguer de son aînée et remédier à l'instabilité et à la vulnérabilité caractéristiques de la première démocratie allemande. Pour autant, la continuité des personnes frappe. Après 1945, les Allemands de l'Ouest qui se retrouvèrent aux affaires avaient généralement déjà exercé des responsabilités politiques avant 1933. Leur expérience politique les distinguait des jeunes générations, socialisées pendant la République de Weimar ou la période nazie.

Cette thèse explore la continuité entre le Reichstag de Weimar et le Bundestag de Bonn à travers les itinéraires de 34 parlementaires élus dans les deux chambres¹. L'hypothèse défendue est que cette continuité de personnes entre les deux parlements a entraîné une continuité de pratiques et d'idées, continuité révélée par les parcours des personnalités étudiées. Dans la mesure où ces 34 personnalités opérèrent une jonction entre les deux parlements, se pose en outre la question de la façon dont elles vécurent les ruptures politiques qu'elles traversèrent, de façon subjective et individuelle.

Un unique critère distingue ces 34 députés des autres membres du Bundestag : celui d'une expérience parlementaire à l'échelle fédérale avant la création de la RFA. La cohérence de ce groupe n'est pas une construction intellectuelle *a posteriori*, mais repose sur l'existence de caractéristiques communes et de liens, qui pouvaient être de l'ordre du respect mutuel, de l'amitié ou de l'inimitié. Nés dans la République de Weimar, ces liens avaient été maintenus pendant la période nazie ou renoués après la guerre.

La période choisie, des années 1880 à 1957, permet de suivre ces 34 députés depuis leur naissance jusqu'à la fin de la deuxième législature, au terme de laquelle s'observe l'instauration d'une normalité du quotidien parlementaire. Le premier Bundestag revêtait en effet un caractère exceptionnel du fait du travail législatif considérable à accomplir. Les seules assemblées fédérales élues au suffrage universel – Reichstag de Weimar et Bundestag de Bonn – ont été retenues.

¹ Il s'agit pour la CDU/CSU de Paul Bausch, Heinrich Gerns, Paul Gibbert, Michael Horlacher, Hugo Karpf, Heinrich Krone, Hans Schlange-Schöningen, Helene Weber ; pour le SPD de Fritz Baade, Ludwig Bergsträsser, Hermann Brill, Fritz Henßler, Paul Löbe, Arthur Mertins, Friedrich Nowack, Kurt Pohle, Heinrich Ritzel, Ernst Roth, Louise Schroeder, Kurt Schumacher, Friedrich Wilhelm Wagner ; pour le FDP d'Hans Dirscherl, Theodor Heuss, Hermann Höpker Aschoff ; et enfin pour le KPD de Wilhelm Agatz et de Hugo Paul. Quatre députés ayant également siégé dans les deux chambres n'ont pas été retenus : Jakob Kaiser, élu au Reichstag en mars 1933 lors d'élections qui se sont tenues en dehors de la légalité démocratique de la Constitution, ainsi que Josef Felder, Wilhelm Hoegner et Emilie Kiep-Altenloh, élus au Bundestag après 1957, date à laquelle s'arrête cette étude.

Le travail part de l'élaboration d'un portrait socio-politique du groupe étudié. Le constat principal est celui d'une grande diversité de milieux. Tout l'éventail de situations sociales existant dans l'Allemagne du tournant du siècle est représenté dans ce groupe. En témoigne l'écart séparant le socialiste Robert Daum, entré dans la vie active comme domestique, du conservateur Otto von Bismarck, petit-fils du chancelier du même nom et héritier d'une des plus grandes fortunes allemandes. Ces divers milieux jouaient un rôle structurant dans la vie politique en Allemagne, dans la mesure où ils constituaient les socles électoraux et militants des différents partis. Les membres du groupe examiné issus de familles de grands-propriétaires terriens optèrent ainsi dans leur majorité pour des partis conservateurs souhaitant perpétuer l'ordre social établi, tel que le DNVP ou le BVP. Les catholiques, quelle qu'ait été leur origine sociale, s'affilièrent au *Zentrum*, tandis que la plupart des fils d'ouvriers et d'artisans rejoignirent le SPD ou le KPD. À l'exception du NSDAP, les principales traditions partisans du spectre politique allemand coexistaient dans le groupe étudié, du KPD jusqu'au DNVP.

Les voies de politisation empruntées par ces élus diffèrent suivant leur origine sociale et le parti rallié. La majorité des élus SPD ou KPD se formèrent via l'appareil du parti ou des syndicats. Les élus des partis conservateurs vinrent généralement à la politique par le biais de lobbies économiques ou d'associations professionnelles. Enfin, les femmes parlementaires, quel qu'ait été leur camp politique, passèrent par des associations féminines. S'observe ainsi une professionnalisation précoce de la carrière politique et parlementaire. Dès avant leur première élection, les députés considérés avaient exercé des responsabilités dans leur parti. Ils avaient dans la majorité des cas abandonné leur premier métier au profit de fonctions dans des organisations politiques, syndicales ou des associations professionnelles. L'expérience de la Première Guerre mondiale joua également un rôle décisif dans la découverte d'un intérêt politique et agit comme un révélateur et un accélérateur de l'engagement.

Ces divers modes de socialisation et de politisation informèrent leur façon d'être et d'agir au Reichstag de Weimar. Leur expérience au parlement et leur mode d'appropriation de la fonction parlementaire étaient conditionnés par différents paramètres (affiliation partisane, dates et circonscriptions d'élection, genre, fonctions exercées, degré de notoriété et d'investissement). Dans la mesure où elles démarraient leur carrière parlementaire, la plupart de ces personnalités exercèrent généralement peu d'influence au Reichstag et s'exprimèrent peu à la tribune. Un tiers des députés examinés siégea brièvement au Reichstag à partir de 1930 et eut essentiellement pour mission d'entériner les ordonnances

de l'exécutif. Certains parvinrent cependant à siéger en commission et à tisser progressivement un vaste réseau transcendant les barrières des groupes parlementaires.

À partir du printemps 1930, la marge de manœuvre du Reichstag fut considérablement réduite par l'instauration d'un régime présidentiel. Le parlement devint alors essentiellement une chambre d'enregistrement des décisions gouvernementales. Les activités parlementaires furent aussi entravées par la présence renforcée dans l'hémicycle d'adversaires déclarés de la République et du parlementarisme. Les députés nazis notamment se servirent du parlement comme d'une plateforme de diffusion de leurs idées antidémocratiques. L'assemblée se mua alors en un lieu d'affrontement sans consensus possible. Dans ce contexte, certains députés s'engagèrent pour combattre l'ascension du NSDAP et défendre les fondements de la démocratie. Ils déployèrent leur lutte sur divers terrains d'action : en séance plénière, mais aussi dans la presse, les tribunaux ou la rue. Ce dernier terrain était particulièrement décisif dans la mesure où il s'agissait de ne pas céder l'espace public aux seules organisations d'extrême-droite. Près de la moitié des élus masculins considérés (43 %) militèrent dans les rangs de la Bannière d'empire, vaste organisation paramilitaire républicaine.

Le 23 mars 1933, l'adoption de la loi des pleins pouvoirs par le Reichstag mit définitivement fin à la démocratie parlementaire weimarienne. La mise au pas du parlement constitua un tournant dans l'existence des élus considérés. 19 d'entre eux (56 %) étaient élus au Reichstag à cette date. Leur rôle lors de ce vote dépendit de leur appartenance partisane. Le communiste Wilhelm Agatz fut ainsi empêché de participer au vote, suite à l'annulation des mandats communistes par l'ordonnance de l'incendie du Reichstag, qui interdisait le KPD. Deux socialistes, Marie Ansong ou Kurt Pohle incarcérés ce jour-là, manquèrent également à l'appel. Les socialistes présents lors de la séance s'accordèrent à rejeter cette loi instaurant la dictature. Les députés du *Zentrum* et du parti libéral DStP votèrent en faveur de la loi, même si certains d'entre eux y étaient personnellement opposés, comme la catholique Helene Weber ou le libéral Theodor Heuss. Ce vote d'approbation des partis bourgeois fut justifié *a posteriori* par leurs représentants comme stratégique : il devait, à long-terme, sauver la Constitution de Weimar pour l'appliquer de nouveau après un départ prochain d'Hitler.

Les années 1933-1945 marquèrent une rupture dans les parcours des députés examinés. Ces années se résument, dans la plupart des cas, à une expérience de la perte. Les personnalités considérées furent démisées de leurs fonctions politiques et perdirent leur source de revenu ; elles connurent le déclassement et l'isolement, parfois l'exil. En tant

qu'anciens du Reichstag, ces femmes et hommes politiques firent en outre l'objet de persécutions ciblées, visant à briser l'élite démocratique et à éradiquer toute opposition potentielle. Le large spectre des persécutions qu'ils subirent va de convocations journalières au commissariat à l'emprisonnement prolongé en camp de concentration. Deux vagues principales d'arrestations s'abattirent sur les démocrates allemands, au moment de la prise du pouvoir en 1933-1934 et lors de l'« opération orage » (*Aktion Gewitter*) à l'été 1944, qui suivit la tentative d'attentat contre Hitler, mais avait été préparée de longue date. 18 des parlementaires examinés (53 %) firent l'objet d'au moins une arrestation. Les élus communistes et socialistes furent les premiers frappés. Seuls de rares députés étudiés collaborèrent activement avec le régime. Les deux exemples les plus flagrants en sont Oskar Farny et Otto von Bismarck. Farny, initialement élu du *Zentrum*, continua à assister entre 1933 et 1945 aux séances d'un Reichstag devenu fantoche. Il dirigea en outre un Oflag de 1941 à 1945. Bismarck fit carrière dans l'appareil diplomatique nazi et fut notamment premier conseiller de l'ambassade de Rome de 1940 à 1943.

L'expérience de l'effondrement de la République et de la dictature aiguisa la conscience historique et alimenta la réflexion politique des députés considérés. Certains, comme Hans Schlange-Schöningen, Kurt Schumacher, Theodor Heuss ou Hermann Brill, livrèrent des interprétations de l'histoire récente de leur pays dans leurs écrits et discours. Tous admettaient qu'une conjonction de crises et d'erreurs simultanées avaient été à l'origine du naufrage de 1933. Les facteurs les plus fréquemment invoqués étaient la coopération du parti socialiste avec le cabinet Brüning, les tensions sociales et l'hostilité affichée de l'opinion envers la République. Certains milieux présentés comme réactionnaires (grands industriels, grands propriétaires, hauts fonctionnaires) étaient désignés comme les soutiens coupables de l'ascension nazie. En nommant ces responsables, les auteurs de ces interprétations dédouanaient une bonne partie du peuple allemand et réfutaient l'accusation de faute collective.

La défaite totale de 1945 suscita également une réflexion tournée vers l'avenir, portant sur la reconstruction de l'Allemagne. Certains des députés examinés, comme les sociaux-démocrates Hermann Brill, Ludwig Bergsträsser ou Heinrich Ritzel, élaborèrent des écrits programmatiques recensant les mesures à prendre pour rebâtir le pays, mais aussi de véritables projets de constitution. Dans leur diversité, ces écrits affichent des constantes telles que la nécessité de punir les coupables du régime nazi, la volonté de tirer les leçons de Weimar, mais aussi une fidélité à la démocratie parlementaire d'inspiration weimarienne.

La plupart des députés considérés jouèrent un rôle dans la reconstruction institutionnelle de l'Allemagne de l'Ouest. Ils participèrent ainsi à la fondation des partis en 1945-1946. Certains furent en outre sollicités par les Alliés pour exercer des responsabilités dans l'administration des zones d'occupation. Le social-démocrate Ludwig Bergsträsser travailla avec l'administration américaine en qualité de président du gouvernement de Darmstadt d'avril 1945 à 1948. Le chrétien-démocrate Hans Schlange-Schöningh dirigea le Bureau de l'alimentation de la zone britannique, puis de la Bizone et de la Trizone de 1945 à 1949. Le libéral Theodor Heuss fut nommé ministre des cultes du Wurtemberg-Bade en septembre 1945. Ces derniers jugèrent la coopération avec les Alliés globalement satisfaisante. D'autres furent élus à l'échelon municipal, à l'instar de Louise Schroeder, maire intérimaire de Berlin de mai 1947 à décembre 1948, ou de Fritz Henßler, maire de Dortmund de 1946 à sa mort, en 1953. Enfin, onze d'entre eux, soit près d'un tiers, furent en outre délégués dans les assemblées chargés de doter le nouvel État ouest-allemand d'une constitution, comme la convention constitutionnelle d'Herrenchiemsee ou le Conseil parlementaire. Lors des délibérations de ces instances, ils appelèrent généralement à tirer les enseignements de l'échec weimarien. Ils reprirent certains des combats qu'ils avaient portés au Reichstag, les revoyant à la lumière noire de l'expérience de la dictature nazie. En participant à ces assemblées, les élus considérés renouèrent avec leurs activités parlementaires d'avant 1933.

La majorité d'entre eux furent investis par leurs partis lors de la première élection législative de 1949, certains uniquement en 1953. Leur participation au Bundestag s'inscrivit dans le prolongement de leur participation au Reichstag weimarien à plusieurs égards. La réticence dont ils firent preuve face aux évolutions de la vie politique, notamment face au renforcement de la médiatisation des campagnes électorales, témoigne de la perpétuation d'une culture politique forgée à l'ère weimarienne. Une autre forme de continuité est de nature géographique. À l'exception des députés originaires des territoires de l'Est ou de territoires situés en zone soviétique qui s'étaient installés en Allemagne de l'Ouest, les parlementaires étudiés furent en effet élus dans la région de leurs circonscriptions d'avant 1933. La continuité était enfin thématique. En plénière comme en commission, ils retrouvèrent globalement leurs domaines de prédilection, auxquels ils s'étaient déjà consacrés avant 1933. Par exemple, les juristes Hermann Brill et Friedrich Wilhelm Wagner s'investirent en priorité dans la commission de la justice et du droit constitutionnel. Les députés qui avaient fait preuve d'une relative polyvalence dès leur passage au Reichstag continuèrent à couvrir plusieurs sujets, à l'instar de la chrétienne-

démocrate Helene Weber et du libéral Ernst Lemmer. Des problématiques nouvelles résultant de la dictature et de la division allemande se posaient néanmoins aux anciens de Weimar, telles que la gestion du passé nazi, les relations intra-allemandes ou la défense des institutions. Ce dernier point retint l'attention de plusieurs d'entre eux, qui s'érigèrent en spécialistes du fonctionnement parlementaire. Ils siégèrent dans les commissions chargées d'accompagner le travail du Bundestag, comme la commission d'organisation ou la commission du règlement parlementaire. Au sein de celle-ci, les anciens du Reichstag contribuèrent à assurer une continuité des pratiques parlementaires entre Weimar et Bonn en élaborant un règlement très proche de celui de 1922, en vigueur au Reichstag.

Enfin, les parlementaires considérés perpétuèrent la mémoire du Reichstag de Weimar au Bundestag de Bonn. La présence-même de certaines figures fortement associées à l'ère weimarienne, comme les doyens du parlement Paul Löbe ou Marie-Elisabeth Lüders, suffisait d'abord à convoquer le souvenir de l'assemblée déchu. Les anciens du Reichstag formaient en outre un groupe identifiable dans la mesure où des liens de sociabilité les unissaient. Certains d'entre eux se connaissaient, se reconnaissaient et s'interpelaient parfois dans l'hémicycle. Ils étaient du reste rassemblés par un rejet unanime des conditions de travail régnant au Bundestag. Tout leur déplaisait au nouveau parlement : le bâtiment exigu, la masse de travail insurmontable et l'atmosphère impersonnelle. Cette critique générale laisse penser que les personnalités étudiées jugeaient le Bundestag à l'aune du Reichstag, le nouveau parlement ne soutenant pas la comparaison à leurs yeux.

La référence régulière au Reichstag, pendant la première législature notamment, contribua à maintenir vivante la mémoire du parlement weimarien. Globalement péjorative dans l'opinion et au Bundestag, cette référence recouvrait chez les anciens du Reichstag des significations différentes. En la maniant, ces derniers souhaitaient informer les autres parlementaires du passé enfoui d'un projet de loi, défendre le travail politique effectué entre 1919 et 1933 ou encore interpeler d'autres anciens députés weimariens. Les gardiens de la mémoire de Weimar au Bundestag l'invoquaient toutefois surtout dans le but de se donner davantage de visibilité et de légitimité en faisant valoir leur expérience politique. Tous ne se réclamaient pas de leur appartenance au parlement weimarien. Les élues féminines, mais aussi les figures associées dans l'opinion à l'ère weimarienne, comme Paul Löbe, y avaient plus fréquemment recours.

Outre la question de la continuité, un autre axe de ce travail consiste à étudier la possibilité que les personnalités étudiées aient appartenu à une même génération politique. Une génération politique ne se définit en effet pas uniquement par le critère de l'âge, mais

aussi par l'existence d'expériences et d'une culture politique communes. Les personnalités examinées étaient de classes d'âges différentes, adhéraient à des convictions politiques différentes, voire opposées, et venaient de milieux distincts. Elles constituaient néanmoins une « communauté d'empreinte »². Ces 34 personnalités avaient en effet en commun un second « big bang originel »³ après la Grande Guerre : l'année 1933, second tournant qui infléchit le cours de leur existence. Qu'elles aient siégé ou non au Reichstag en mars 1933, aient participé ou non au vote de la loi des pleins pouvoirs, elles assistèrent alors à la destruction d'une institution dans laquelle elles avaient œuvré. Bien qu'elles aient déjà été dans la force de l'âge, la question « pourquoi la République s'est-elle effondrée ? » les concerna au premier chef et les accompagna toute leur vie.

Les anciens du Reichstag au Bundestag formaient donc une génération politique constituée tardivement, *ex post*, par la participation au Reichstag de Weimar et l'expérience de l'effondrement de 1933. Les persécutions que la plupart subirent entre 1933 et 1945 les transformèrent en démocrates sur le qui-vive, en quête de nouveaux moyens pour instaurer une démocratie solide et viable. Ces acteurs voyaient dans la coopération interpartisane, réalisation différée de la coalition de Weimar, la condition *sine qua non* de cette stabilisation de la démocratie. C'est à cet égard qu'ils regrettaient que la chaleureuse collégialité entre groupes parlementaires qu'ils avaient observée au Reichstag manquât au Bundestag. Ils s'inséraient dans la génération politique plus large des personnalités politiques actives dans les deux démocraties allemandes, mais n'ayant pas nécessairement été élues dans les deux parlements fédéraux. La plus célèbre d'entre elles est Konrad Adenauer, maire de Cologne de 1917 à 1933, puis chancelier fédéral de 1949 à 1963. En tant que démocrates éprouvés et attentifs aux pratiques garantissant la stabilité démocratique, ce groupe hétéroclite contribua à prolonger l'« éclat de Weimar »⁴, période unique d'effervescence et d'émancipation dans l'histoire européenne, dont la pâle lueur resplendit encore, bien après 1933.

² BLOCH, Marc : Apologie pour l'histoire ou métier d'historien. In : *Cahier des Annales*, 3 (1952), p. 105, http://classiques.uqac.ca/classiques/bloch_marc/apologie_histoire/bloch_apologie.pdf (31.07.2017). Cit. in : AZÉMA Jean-Pierre : La clef générationnelle. In: *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 22, avril-juin 1989. Les générations, p. 3-10, http://www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_1989_num_22_1_2122 (04.05.2017). .

³ SIRINELLI, Jean-François : Génération et histoire politique. In : *Les générations. Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 22, avril-juin 1989, p. 67-80, http://www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_1989_num_22_1_2129 (04.05.2017), ici p. 75.

⁴ BOLDT, Hans : Das Erbe Weimars : Die Relativität der Dinge. In : GUSY, Christoph (dir.) : *Weimars lange Schatten*, p. 497-525, ici p. 498.